

L'an 3 de Tshisekedi

La fin de l'embellie ?





Le Groupe d'étude sur le Congo (GEC) : a été fondé en 2015 afin de promouvoir une recherche rigoureuse et indépendante sur la violence qui affecte des millions de Congolais. Cela nécessite une approche large. Pour nous, les racines de cette violence se trouvent dans une histoire de gouvernance prédatrice qui remonte à la période coloniale et qui relie les versants des collines du Kivu aux intrigues politiques et à la corruption à Kinshasa, ainsi que dans les capitales d'Europe, de Chine et d'Amérique du Nord. Aujourd'hui, les recherches du GEC visent à expliquer à un large public les interactions complexes entre la politique, la violence et l'économie politique au Congo.

L'ensemble de nos publications, blogs et podcasts sont disponibles sur :
www.congoresearchgroup.org.

Ebuteli : créé le 9 juin 2021, Ebuteli est un institut congolais de recherche, partenaire du Groupe d'étude sur le Congo. Nos analyses portent sur la politique, la gouvernance et la violence. Ebuteli, escalier en lingala, se donne ainsi pour mission de promouvoir, à travers des recherches rigoureuses, un débat informé pour trouver des pistes de solution aux nombreux défis auxquels la RDC est confrontée. Dans un environnement très souvent obscurci par des rumeurs faciles à propager, nous espérons que notre travail contribuera à un débat éclairé sur les questions de grande importance nationale.

Fondation Berci : créé en 1990, le Bureau d'études, de recherche et de consulting international (Berci) est une société à responsabilité limitée dédiée à la mise en œuvre des projets de recherche et d'évaluation pour améliorer la prise de décisions fondées sur des données factuelles en RDC. Premier Institut de sondage congolais, les activités de recherche de Berci sont centrées sur des thématiques liées au développement, à la bonne gouvernance, au renforcement de l'État et à la consolidation de la paix.



Table des matières

Résumé.....	4
Méthodologie.....	5
Programme au point mort.....	6
Une population indécise.....	7
Des partenaires extérieurs non épargnés.....	9
Choix sécuritaires controversés.....	11
Une majorité de Congolais opposée à l'intervention de l'armée ougandaise.....	11
L'état de siège de moins en moins soutenu.....	11
Opinions contradictoires sur la gouvernance.....	13
Parlement entre estime et méfiance	13



Résumé

Il y a presque un an, en avril 2021, le président Félix Tshisekedi a nommé Jean-Michel Sama Lukonde Kyenge comme son nouveau Premier ministre. Une conséquence de la rupture avec son allié et prédécesseur Joseph Kabila à la tête du Front commun pour le Congo (FCC). Autour du chef de l'État une nouvelle coalition au pouvoir a émergé. Elle est dénommée Union sacrée de la nation (USN). Le nouveau gouvernement de Sama Lukonde a immédiatement lancé un ambitieux programme dont les effets tardent à se faire sentir : état de siège instauré dans deux provinces orientales pour y combattre l'insécurité, révision des grands contrats miniers et forestiers et plan visant à rendre les soins de santé et l'école primaire gratuits pour tous les Congolais.

Ce rapport du Groupe d'étude sur le Congo (GEC) et d'Ebuteli, son partenaire de recherche en RDC, avec le Bureau d'études, de recherche et de consulting international (Berci) présente les résultats de notre sondage réalisé en décembre 2021. Cette étude interroge essentiellement les trois ans de pouvoir de Tshisekedi. Après une période de grâce pour le nouveau régime, nous assistons à une érosion d'opinions favorables : seuls 29 % des Congolais interrogés en décembre 2021 affirment avoir une bonne opinion du président Tshisekedi. Un score très en deçà des 54 % enregistrés en mars 2021 et des 58 % de février 2021.

La mesure forte du gouvernement Sama Lukonde, consistant à instaurer l'état de siège en Ituri et au Nord-Kivu est aussi confrontée à la même défiance populaire. En décembre 2021, ils n'étaient plus que 43 % des Congolais interrogés à avoir une bonne opinion de cette mesure exceptionnelle contre 63 % en septembre de la même année, soit une baisse de 20 % en quatre mois.

Ces résultats révèlent aussi que la baisse de cote de popularité de Tshisekedi n'a pas forcément profité à ses opposants ou possibles concurrents à la prochaine présidentielle.

Méthodologie

Le présent sondage a été réalisé du 20 au 24 décembre 2021 auprès de 2 277 personnes âgées de 18 ans et plus. La base de données utilisée provient de notre répertoire national d'enquêtes englobant les 26 provinces de la République démocratique du Congo (RDC). Elle contient des renseignements sur la répartition géographique et les caractéristiques socio-économiques des répondants : leur classe sociale, leur niveau d'instruction, leur lieu de résidence et leur âge, ainsi que leurs coordonnées GPS.

Les données du sondage ont été pondérées en fonction du milieu (urbain/rural), du sexe et de la localisation géographique des répondants afin que la distribution de ces variables corresponde le plus possible aux données démographiques de l'Institut national de la statistique (INS) et de la Commission électorale nationale indépendante (Ceni), avec une différence de moins de 1% pour les localisations géographiques.

Les résultats de l'enquête indiquent qu'il n'y a pas de différence significative entre les données pondérées et les données brutes, à l'exception de celles se rapportant aux questions liées aux préférences et opinions politiques. Le rapport présente les pourcentages pondérés arrondis au chiffre près. Ce qui pourrait, une fois ces pourcentages additionnés, totaliser plus ou moins 100 %, la marge d'erreur étant de +/- 3%.

*Quarante-six enquêteurs et six contrôleurs de Berci, formés en interne aux techniques d'enquête dite **Computer Assisted Telephone Interview (CATI)**, ont effectué les interviews téléphoniques et la supervision de l'enquête. Les questions incomplètes ou présentant des incohérences ou des incompréhensions de la part des enquêtés ont tout simplement été retirées de l'analyse, lors du nettoyage des fichiers.*

Les questionnaires ont été conçus en reprenant une série de questions posées lors des enquêtes précédentes du GEC et de Berci, notamment celles de l'an un et deux de Félix Tshisekedi au pouvoir, afin de pouvoir procéder à une analyse comparative.



Programme au point mort

En 2019, la présidence de Félix Tshisekedi démarre en fanfare. D'entrée de jeu, le nouveau chef de l'État annonce un « programme d'urgence pour [ses] 100 premiers jours » pour commencer à réparer les infrastructures du pays. Au cours des sept premiers mois, son gouvernement affirme avoir construit des dizaines d'écoles et de centres de santé, réparé 32 ponts et des centaines de kilomètres de routes. Il indique également avoir pris des mesures pour restaurer les réseaux électriques et réhabiliter les camps militaires délabrés. Très vite, le nouveau chef de l'État fait savoir que sa mesure phare consisterait à rendre gratuit l'enseignement de base, en supprimant « définitivement et totalement » les frais scolaires pour les classes du cycle primaire des établissements publics. Dans une interview accordée à Radio Vatican fin juin 2021, Tony Mwaba Kazadi, ministre de l'Enseignement primaire, secondaire et technique (EPST), soutient que, grâce à cette mesure, « quatre millions d'enfants ont regagné le chemin de l'école ».

Trois ans après l'avènement du président Tshisekedi, cet élan semble s'être quelque peu essoufflé. Plusieurs projets annoncés dans divers domaines sont restés à la case départ. À la fin de l'année 2021, au moment de la réalisation de ce sondage, la situation sécuritaire dans les provinces du Nord-Kivu et de l'Ituri ne s'est pas améliorée, malgré l'instauration en mai de l'état de siège. Des massacres continuent plus ou moins au même rythme qu'il y a trois ans et le nombre de déplacés s'est hissé à 5,6 millions. Un record.

Depuis le mois de novembre 2021, le gouvernement a invité les troupes ougandaises à lancer des opérations conjointes avec les Forces armées de la RDC contre les Forces démocratiques alliées (ADF), groupe armé le plus meurtrier de la région. Une collaboration qui intervient après des attentats à Kampala officiellement imputés aux ADF mais qui pourrait également être interprétée comme un aveu tacite d'échec de la stratégie précédente de l'état de siège.

Du côté de l'économie, il a été observé une croissance estimée à 5,7 % en 2021, soit une nette amélioration par rapport au 0,8 % enregistré en 2020. Mais l'essentiel de cette augmentation provient du secteur minier, qui fournit peu d'emplois ou de revenus au Congolais moyen.

Quant à la corruption, à certains égards, le gouvernement a pris des mesures plus audacieuses que l'administration précédente. En 2020, des enquêtes ont été lancées sur le « programme d'urgence pour des 100 premiers jours du

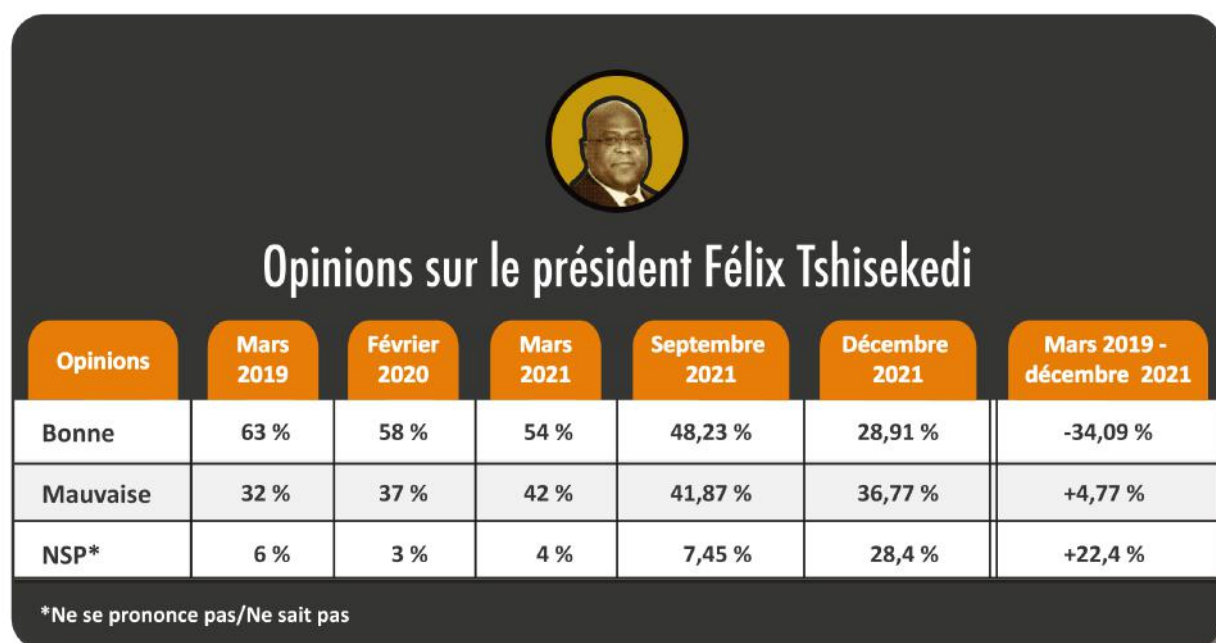
chef de l'État ». De même, l'Inspection générale des finances (IGF) a mis au jour une corruption endémique, en menant des investigations sur l'octroi des exonérations fiscales, la gestion des entreprises publiques et l'utilisation des fonds pour la Riposte au Covid-19. Cependant, la plupart de ces rapports n'ont donné lieu à aucune poursuite et beaucoup des personnes arrêtées dans le cadre du procès dit du « programme des 100 jours » ont, par la suite, obtenu soit une grâce présidentielle soit une libération conditionnelle pour des raisons de santé.

Des problèmes similaires de suivi ont assailli d'autres projets emblématiques du chef de l'État. Le projet routier baptisé « Tshilejelu », qui devait réhabiliter notamment 142 kilomètres de routes à Kinshasa et dans la région du Kasai, n'a pas donné beaucoup de résultats depuis son lancement en mars 2021, suscitant la colère du président Tshisekedi lors de sa tournée dans le Kasai. La construction du barrage d'Inga III, potentiellement le plus grand d'Afrique, n'a guère progressé et celle du barrage de Kattende, dans le Kasai, se trouve également au point mort.

Ce statu quo dans la mise en œuvre du programme de développement de l'exécutif pourrait expliquer la baisse dramatique de la cote de confiance du gouvernement central. Celle-ci a chuté de [13 points en trois mois](#) et s'établit désormais à seulement 36,65 %, selon les résultats de notre sondage réalisé en décembre 2021. Aussi la part de ceux qui disent n'avoir pas du tout confiance dans le gouvernement central a-t-elle fortement augmenté : 17,75 % en septembre contre 27,26 % en décembre 2021, soit une hausse de près de 10 points.

Cette déception semble avoir touché presque toutes les institutions, voire l'opposition et les partenaires étrangers. Depuis septembre 2021, les opinions favorables envers les gouvernements provinciaux sont passées de 44,25 à 37,65 %, de 49,69 à 40,25 % pour les cours et tribunaux, et de 39,36 à 30,16 % pour la police. Même les confessions religieuses ont subi un léger refroidissement de l'opinion publique. Car 40 % des Congolais sondés affirment désormais ne pas leur faire confiance alors qu'ils n'étaient que 36 % en septembre 2021.

Le chef de l'État n'échappe pas à ce désaveu. Sa cote de confiance a même subi une chute vertigineuse. Le nombre de répondants ayant une bonne opinion de Tshisekedi est passé de 48,23 à 28,91 % entre septembre et décembre 2021. Ils étaient pourtant 54 % en mars 2021, voire 58 % en février 2020. Même revers pour son Premier ministre, Sama Lukonde, dont les opinions favorables ont perdu 20 points entre mars et décembre 2021 et se situent désormais à 29,07 %.



Une population indécise

Comme on le voit, en décembre 2021, la baisse de popularité de Tshisekedi ne se traduit pas par l'accroissement d'opinions défavorables contre lui. Au contraire. Il y a moins de personnes qui indiquent avoir une mauvaise opinion du président de la République. Elles sont passées de 41,87 % en septembre à 36,77 % en décembre 2021. Des rivaux potentiels de Tshisekedi n'en profitent donc pas. Aucun gain de popularité n'a été relevé du côté de Moïse Katumbi, Martin Fayulu, Jean-Pierre Bemba ou Joseph Kabila.

Il observe cependant une grande augmentation de l'indécision. Alors qu'en mars 2021, seuls 4 % des Congolais sondés disaient ne pas avoir une opinion lorsqu'on leur demandait ce qu'ils pensaient du président Tshisekedi, ils sont désormais 28,4 % à être indécis sur la question.

Cette indécision croissante, observée en décembre dernier, pourrait s'expliquer par l'absence d'alternative politique visible, mais aussi par la tendance populaire à mettre tous les politiciens dans le même sac. L'ambiguïté des positions des personnalités politiques de premier plan pourrait aussi justifier cette situation. Possible candidat à la présidentielle prochaine, Moïse Katumbi, par exemple, n'a toujours pas quitté l'Union sacrée de la nation (USN) bien que les « lignes rouges » qu'il avait fixées aient été dépassées. Entre mars et décembre 2021, les opinions favorables sur l'ancien gouverneur du Katan-

ga sont alors passées de 59 à 43 %.

Sur la même période, Martin Fayulu, lui, est tombé de 43,92 à 34,28 %. L'absence de clarté sur son rapprochement, ou non, avec la famille politique de l'ancien président Joseph Kabila ne serait pas étrangère à cette chute. Quant à Jean-Pierre Bemba, la cote de confiance s'établit désormais à 39,68 % contre 45 en mars 2021. Le leader du Mouvement de libération du Congo (MLC) affiche aujourd'hui clairement son alliance avec Tshisekedi, malgré quelques remous.

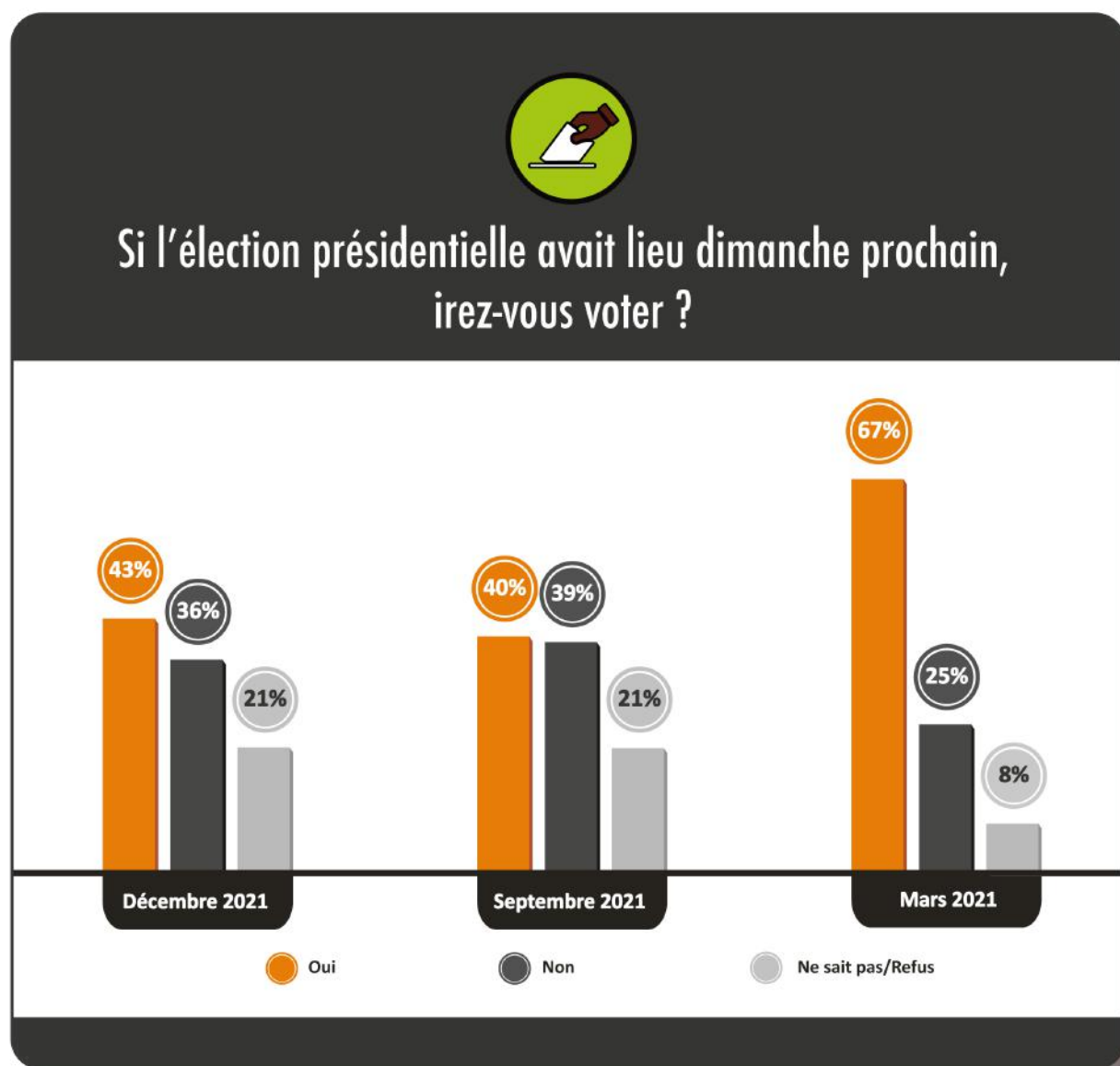
Du côté des organisations de la société civile, la Conférence épiscopale nationale du Congo (CENCO) et le Comité laïc de coordination (CLC) ont connu une remontée d'approbation : de 43,92 à 52,16 % pour la première structure et de 43,73 à 55,65 % pour la seconde, entre septembre et décembre 2021. Ces progrès doivent cependant être nuancés dans la mesure où ils restent en-deçà des niveaux de confiance enregistrés en mars 2021, lesquels se situaient respectivement à 70 % et à 66 %.



Pourcentage de bonnes opinions sur les personnalités politiques et les organisations de la société civile

	Décembre 2021	Septembre 2021	Mars 2021	Février 2020	Mars 2019
Denis Mukwege	59,27 %	57,47 %	77 %	-	82 %
CLC	55,65 %	43,73 %	66 %	79 %	67 %
CENCO	52,16 %	43,92 %	70 %	81 %	67 %
Fridolin Ambongo	47,06 %	53,11 %	66 %	83 %	-
Jules Alingete	46,90 %	47,22 %	-	-	-
Ève Bazaïba	46,47 %	47,24 %	52 %	52 %	69 %
Moïse Katumbi	43,61 %	45,90 %	59 %	75 %	67 %
Noël Tshiani	39,93 %	33,77 %	-	-	-
Jean-Pierre Bemba	39,68 %	40,44 %	45 %	63 %	57 %
Modeste Bahati	36,84 %	40,98 %	-	40 %	-
Christophe Lutundula	36,31 %	-	-	-	-
Nicolas Kazadi	35,07 %	-	-	-	-
Jean-Marc Kabund	34,51 %	30,37 %	43 %	-	-
Dodo Kamba	34,31 %	-	-	-	-
Martin Fayulu	34,28 %	43,92 %	49 %	69 %	59 %
Vital Kamerhe	33,86 %	29,19 %	34 %	43 %	-
Denis Kadima	33,35 %	-	-	-	-
Augustin Kabuya	30,93 %	27,88 %	52 %	52 %	-
Jean-Michel Sama Lukonde	29,19 %	48,07 %	-	-	-
Christophe Mboso N’Kodia	25,67 %	41,09 %	46 %	-	-
Joseph Kabila	20,94 %	25,16 %	18 %	-	-
Adolphe Muzito	-	-	-	-	51 %
Olive Lembe	-	-	-	-	-
Denise Nyakeru	-	-	-	-	-
Delly Sessanga	-	-	-	-	-
Olivier Kamitatu	-	-	-	-	-

En décembre 2021, le nombre de potentiels abstentionnistes pour la prochaine présidentielle reste inquiétant. Un désengagement politique que nous avons déjà souligné lors du précédent sondage. Seuls 43,67 % des Congolais sondés ont l'intention de voter. Ils étaient 67 % en mars 2021, voire 97 % en décembre 2018.



Des partenaires extérieurs non épargnés

Au regard des résultats de notre sondage, les partenaires extérieurs semblent avoir été assimilés aux échecs du gouvernement. Avec à leur tête les États-Unis qui ont prêté un soutien fort à Tshisekedi et dont la cote de con-

fiance dans l'opinion publique congolaise est passée de 66,06 à 50,89 %, soit une perte de plus de 15 points entre septembre et décembre 2021. Seule la Chine a progressé, de 34,38 à 41,79 %, en termes d'opinions favorables.



La perception des partenaires étrangers (bonnes et plutôt bonnes opinions seulement)

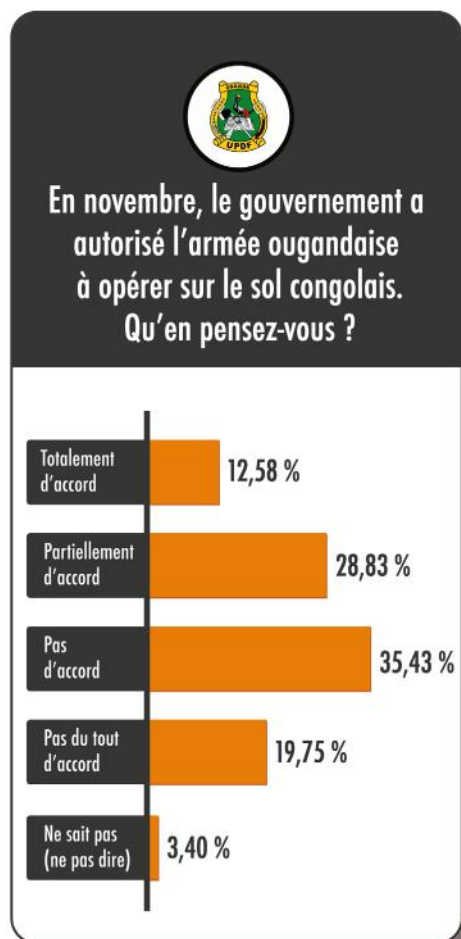
Pays/institutions	Décembre 2021	Septembre 2021	Mars 2021
France	48,83 %	62,18 %	66 %
Belgique	53,42 %	64,52 %	66 %
États-Unis d'Amérique	50,89 %	66,09 %	68 %
Afrique du Sud	53,38 %	62,19 %	58 %
Angola	47,75 %	56,08 %	55 %
Ouganda	28,79 %	37 %	23 %
Rwanda	19,75 %	32 %	14 %
Burundi	23,64 %	44,38 %	20 %
Zambie	37,23 %	-	-
Chine	41,79 %	34,38 %	54 %
Hollande	52,18 %	60,34 %	65 %
Congo Brazzaville	47,59 %	54,84 %	53 %
Grande-Bretagne	54,57 %	61,11 %	68 %
SADC	45,93 %	55,49 %	64 %
Union africaine	50,89 %	61,48 %	71 %
Monusco	38,15 %	50,96 %	47 %
Union européenne	49,30 %	58,07 %	-
Suède	54,05 %	59,43 %	-
Inde	45,05 %	59,43 %	-
Allemagne	53,65 %	-	-
Corée du Sud	51,78 %	-	-
Émirats arabes unis	53,74 %	-	-
Japon	58,43 %	-	-

Choix sécuritaires controversés

Le 30 novembre 2021, l'armée ougandaise débute une opération sur le sol congolais avec l'accord du gouvernement de Kinshasa pour traquer des Forces démocratiques alliées (ADF). Ce mouvement d'origine ougandaise est le plus meurtrier des groupes armés présents dans l'est de la RDC et commet régulièrement des massacres de civils, notamment sur les territoires de Beni (Nord-Kivu), d'Irumu, de Mambasa et de Djugu (Ituri).

Une majorité de Congolais opposée à l'intervention de l'armée ougandaise

Cette intervention ougandaise est la première opération officielle et de grande envergure d'un État voisin sur le sol de la RDC depuis celle de l'armée rwandaise, baptisée « Umoja Wetu » (« notre unité », en swahili) en 2009. Elle est jugée négativement par une majorité des personnes interrogées : 55 % d'entre elles sont opposées à cette autorisation, dont 20 % affirment ne pas être d'accord du tout.



L'hostilité à cette mesure est plus grande encore au Nord-Kivu, qui est la province à la fois la plus touchée par les massacres des ADF et celle dans laquelle cette intervention a commencé : 64 % des personnes interrogées sont hostiles à la présence militaire ougandaise.

Ces chiffres suggèrent que, en l'absence de progrès perceptibles, l'intervention ougandaise pourrait ternir le bilan du président Tshisekedi au plan national, et pourrait même susciter une résistance au niveau local.

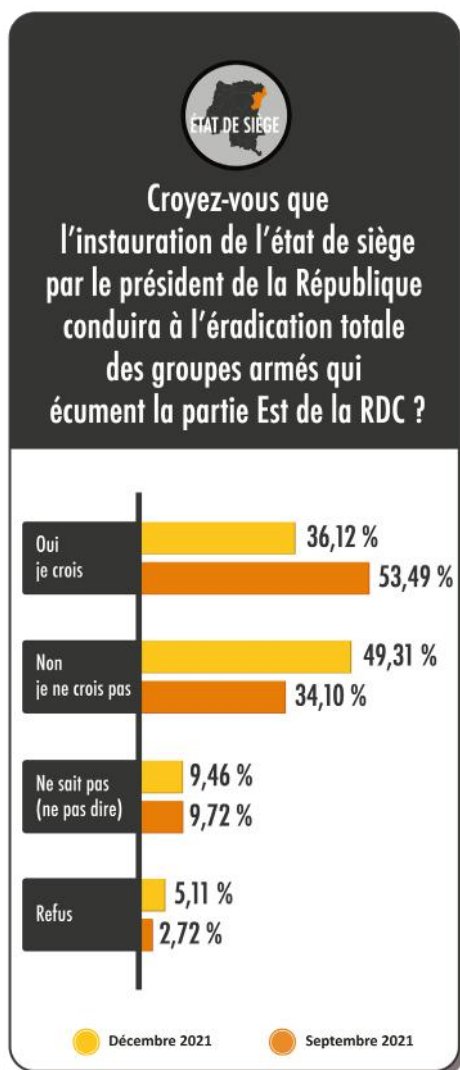
L'opinion n'est par ailleurs pas davantage favorable à la « mutualisation des forces armées ougandaises et congolaises », formule mise en avant par le gouvernement congolais : 58 % des personnes interrogées y sont opposées. Le rejet est encore plus prononcé au sujet de la mutualisation des forces policières entre la RDC et le Rwanda, annoncée par la signature d'un mémorandum le 14 décembre 2021 : 69 % des personnes interrogées la désapprouvent.

L'état de siège de moins en moins soutenu

Autre mesure sécuritaire emblématique du président de la République, l'état de siège est également de plus en plus impopulaire. Lors de son annonce par le chef de l'État, le 30 avril 2021, cette mesure, qui consiste essentiellement en un remplacement des autorités civiles des provinces du Nord-Kivu et de l'Ituri par des autorités militaires et policières aux pouvoirs étendus, avait été plébiscitée. Cet optimisme était d'ailleurs encore perceptible dans notre précédent sondage conduit en septembre 2021 : 63 % des Congolais interrogés considéraient encore l'état de siège comme une bonne chose.

Mais depuis, sa popularité a baissé. Seuls 45 % des Congolais interrogés en décembre 2021 estiment que cette mesure est une bonne chose. Et le jugement était encore plus sévère dans la province du Nord-Kivu, puisque les personnes interrogées qui jugent qu'il s'agit d'une bonne chose sont désormais moins nombreuses que celles qui estiment qu'il s'agit d'une mauvaise chose (40 % contre 44%).

En conséquence, sur le plan national, seuls 36 % des personnes interrogées estiment, en décembre dernier, l'état de siège conduira à l'éradication totale des groupes armés, alors qu'ils étaient 53 % trois mois plus tôt. Ceux qui n'y croient pas sont passés dans le même temps de 34 à 49 %.



personnes interrogées se retrouvent dans l'idée selon laquelle « le gouvernement cache des informations, ce qui est normal en temps de guerre ».

Les Congolais interrogés estiment en tout cas que leur sécurité en général s'est dégradée : 43 % d'entre eux se sentent désormais en insécurité dans leur quartier la nuit ou tôt le matin, soit une hausse de 14 points. L'amélioration de la perception de leur sécurité mesurée en septembre dernier, et qui pouvait correspondre à un « effet état de siège », a donc été de courte durée.

La confiance en la police s'est en outre nettement dégradée en l'espace de trois mois. Alors qu'environ la moitié des Congolais interrogés (53 %) disaient n'avoir plutôt pas confiance ou pas confiance du tout en la police en septembre, chiffre déjà élevé, ce sont désormais près des deux tiers (65 %) qui partagent ce sentiment négatif à l'égard des forces de l'ordre. La même dynamique concerne, dans une moindre mesure, l'Agence nationale de renseignement (ANR) dont la cote d'opinions négatives est passée de 51 à 56 %.

Seule exception à cette tendance : la perception des Forces armées de RDC. Si elle reste également majoritairement négative (seuls 44 % des Congolais interrogés leur font très ou plutôt confiance), leur cote de popularité s'est plutôt améliorée sur la période (+ 4 points)

Le retournement de l'opinion sur cette question peut s'interpréter par la perception de son inefficacité. Seuls 33 % des Congolais interrogés estiment que cette mesure a permis d'améliorer la situation, contre 47 % en septembre 2021. Ils sont 29 % à estimer même que l'état de siège a dégradé la situation (ils n'étaient que 18 % à formuler cette opinion en septembre 2021) et 30 % (-1 point) des sondés estiment que l'état de siège n'a rien changé.

La communication pourtant très positive du gouvernement au sujet de cette mesure n'a donc pas pu empêcher l'évolution de l'opinion sur le sujet. Ce décalage pourrait s'expliquer notamment par la perception largement répandue que le gouvernement cache la vérité aux Congolais à propos des questions sécuritaires dans l'Est. Seuls 38 % des personnes interrogées estiment que le gouvernement dit la vérité sur la situation dans la partie orientale du pays. Malgré tout, parmi les personnes qui estiment que le gouvernement ne dit pas la vérité, une grande partie se montre compréhensive : 44 % des



Opinions contradictoires sur la gouvernance

Concernant la lutte contre la corruption dans le pays, seulement 19 % des Congolais interrogés estiment que la situation s'est améliorée au cours des six derniers mois. Ils étaient 32 % à avoir cet avis optimiste en septembre 2021. Pourtant, Jules Alingete, est aujourd'hui plus populaire que n'importe quel ministre du gouvernement Sama Lukonde. Près de 47 % des sondés ont une bonne opinion de l'inspecteur général des finances - chef de service.

Le président Tshisekedi l'a nommé en juillet 2020. Depuis, l'Inspection générale des finances (IGF) qu'il dirige est devenue le symbole de la lutte contre la corruption en RDC. Cette structure, rattachée à la présidence de la République, a déjà épinglé ministres et autres dirigeants des entreprises publiques. À la suite des enquêtes de l'IGF, plusieurs responsables publics ont été arrêtés : entre autres Eteni Longondo, ancien ministre de la Santé et cadre de l'Union pour la Démocratie et le Progrès Social (UDPS, parti présidentiel), pour sa gestion des fonds alloués à la réponse gouvernementale contre le Covid-19 et Willy Bakongo, ancien ministre de l'Enseignement primaire, secondaire et technique. D'autres membres du gouvernement actuel se retrouvent aussi dans le collimateur de l'IGF.

La majorité de personnes arrêtées, voire condamnées, à la suite des enquêtes de l'IGF ont cependant été libérées par grâce présidentielle ou ont bénéficié d'une remise en liberté. Vital Kamerhe, ancien directeur de cabinet du chef de l'État et dont le procès pour détournement des fonds avait été diffusé en direct à la télévision publique, a bénéficié d'une libération provisoire en décembre 2021 et a été autorisé à quitter le pays, officiellement, pour des raisons médicales.

Le fait que le processus correctionnel des délinquants soit ainsi court-circuité semble avoir une incidence déroutante sur l'opinion publique : près de 40 % des sondés estiment que le niveau de corruption n'a pas changé ces six derniers mois et 30 % pensent même qu'il s'est empiré. Ils n'étaient que 20 % à avoir cet avis négatif en septembre dernier. Il n'est donc pas surprenant que près de 60 % des personnes interrogées indiquent que le gouvernement est inefficace dans la lutte contre la corruption.

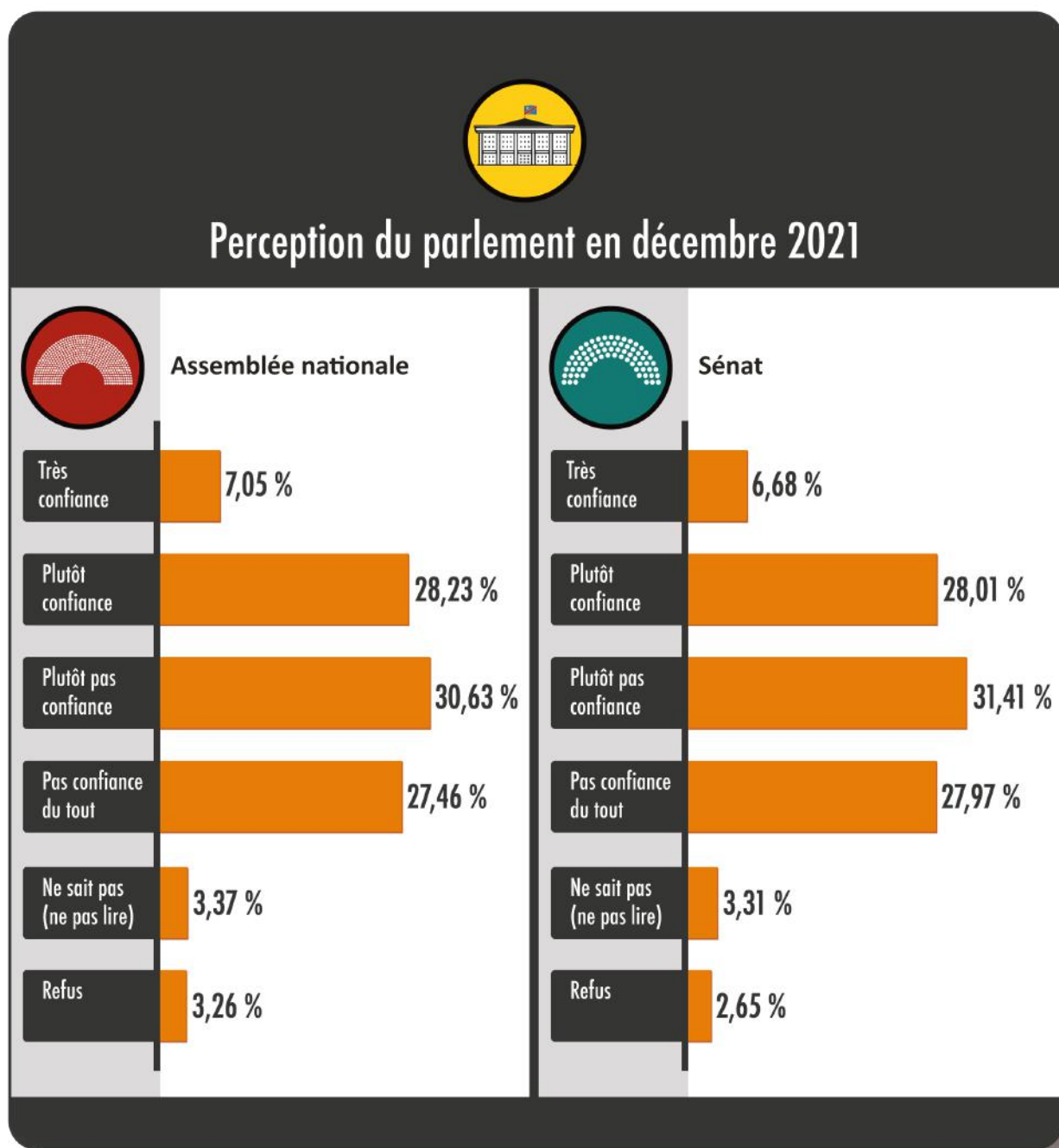
Apprécié jusqu'ici par la majorité des sondés, le travail du gouvernement dans le secteur de la justice est aujourd'hui ébranlé. Seuls 32,57 % des personnes interrogées se disent satisfaites de l'action de l'exécutif dans ce

domaine. En septembre 2021, l'on comptait 50,57 % d'opinions favorables et près de 80 % en mars de la même année.

La gratuité de l'enseignement de base est également décriée. Au moins 70 % des Congolais sondés soutiennent que cette autre mesure phare du gouvernement impacte négativement (35,03 %), voire pas du tout (35,68 %), sur la qualité de l'enseignement primaire. Globalement, l'opinion publique sur l'action du gouvernement dans le secteur éducatif s'est davantage dégradée. Désormais, 60 % des personnes interrogées estiment que le bilan de l'exécutif concernant l'éducation est négatif, voire totalement négatif. Ils étaient déjà 47 % en septembre dernier.

Parlement entre estime et méfiance

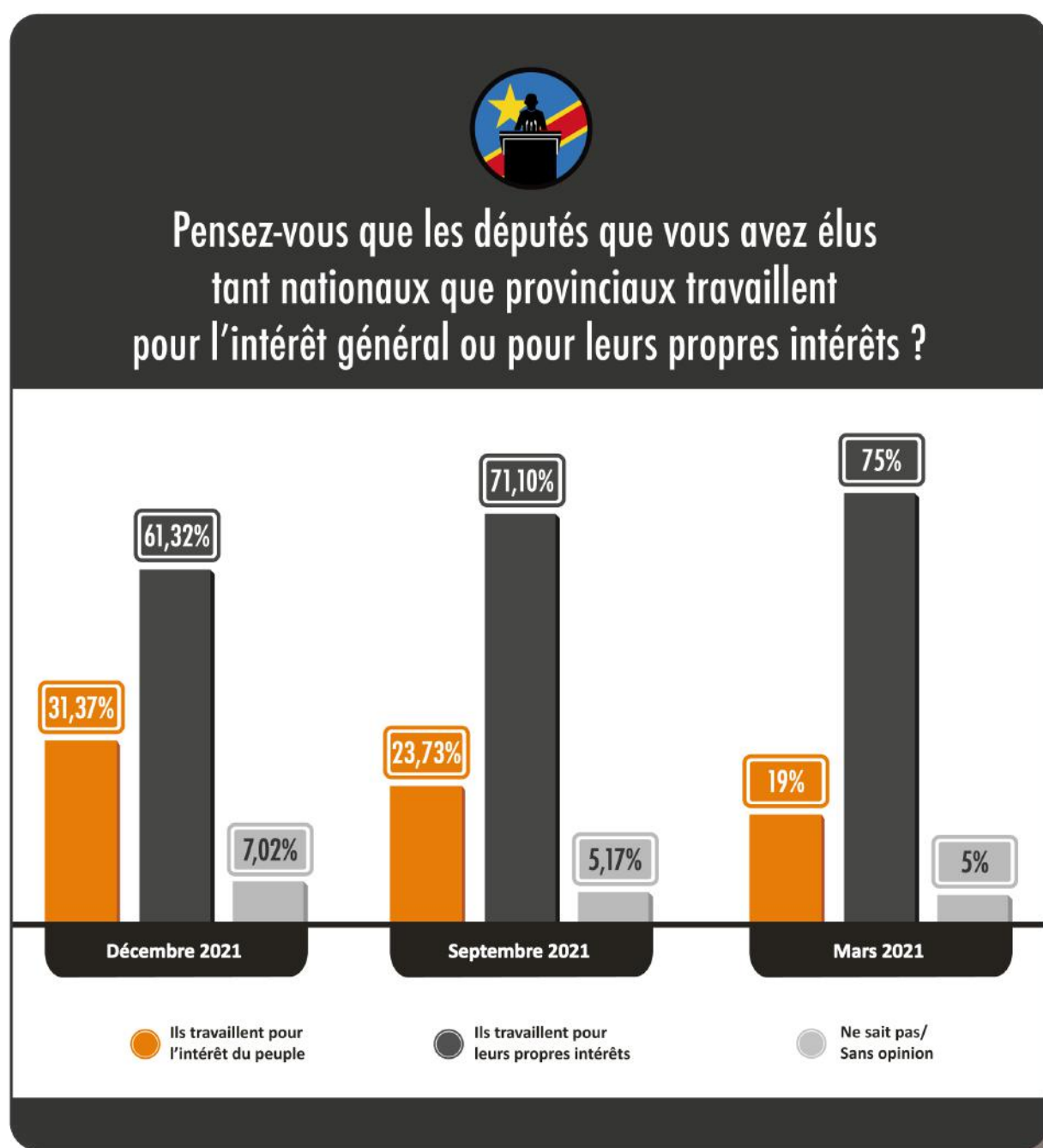
La situation est tout aussi peu reluisante au Parlement. Fin décembre 2021, avant de clôturer la session ordinaire de septembre, les députés ont voté la loi d'habilitation. Quelques mois plus tôt, lors de l'interminable session de mars de la même année, ils avaient pourtant refusé d'aller en vacances pour ne pas permettre au gouvernement de renouveler seul l'état de siège en cours au Nord-Kivu et en Ituri. Ce revirement, intervenu notamment après la distribution des jeeps Palissade aux élus, ne devait pas aider à améliorer l'image de l'institution. Aujourd'hui encore, seuls 35 % des sondés disent avoir très ou plutôt confiance à l'Assemblée nationale, quand 58 % d'entre eux estiment qu'ils ne font plutôt pas, voire pas du tout, confiance à la chambre basse du Parlement congolais. Le même constat s'observe pour la chambre haute : presque 60 % des personnes interrogées ne font pas confiance au Sénat.



Concernant la nouvelle majorité parlementaire, l'embellie aura été de courte durée. À l'instar de la précédente coalition au pouvoir, l'Union sacrée de la nation constituée autour du président Tshisekedi ne suscite plus l'enthousiasme enregistré au mois de mars 2021, lorsque 60 % des sondés affirmaient en avoir confiance. Ils ne sont plus que 29,8 % aujourd'hui contre 43 en septembre 2021.

En revanche, le travail parlementaire progresse de 7,6 points. Même si près 50 % des Congolais sondés affirment chacun ne pas connaître ce que fait son député à l'Assemblée nationale. Ils sont toutefois 31 % à penser désormais

que les députés travaillent pour l'intérêt général, contre 23,7 % en septembre 2021 et seulement 19 % au mois mars de la même année. À l'inverse, ils restent 61 % à soutenir que les députés travaillent pour leurs propres intérêts, soit une baisse, tout de même, de 10 points par rapport à septembre 2021.



La séquence de la question orale avec débat sur la controversée taxe perçue sur le Registre des appareils mobiles (RAM), largement suivie par la population, semble avoir donné aux députés ce léger regain d'estime. D'autant qu'après avoir gelé unilatéralement toutes initiatives de contrôle à l'encontre des membres du gouvernement, le bureau de l'Assemblée nationale a finalement levé ce « moratoire ». Sur au moins 29 moyens d'information et de contrôle exercés et documentés par Talatala, baromètre de l'activité parlementaire et de l'action du gouvernement mis en place par le GEC et Ebuteli, son partenaire de recherche en RDC, cinq seulement de ces initiatives ont abouti et ont conduit au débat général avec

des ministres concernés venus répondre aux différentes préoccupations des députés. Une ratio qui peut entre autres justifier le fait que 66 % des personnes interrogées soutiennent que le contrôle parlementaire n'est pas du tout efficace (37 %), voire inexistant (29 %).



En attendant, hormis la restructuration de la Commission électorale nationale indépendante (Ceni), les réformes électorales traînent toujours dans les tiroirs du bureau de l'Assemblée nationale. L'on compte déjà trois initiatives parallèles concernant la modification de la loi électorale au risque d'étouffer les changements courageux repris dans la proposition de loi portée par le G13. D'autant qu'un projet de loi sur la même matière serait également sur la table du gouvernement. Interrogés, 69,5 % des sondés estiment que la priorité de ce chantier devrait concerner d'abord la sanction à instituer contre le président de la Ceni en cas de refus de publier les résultats bureau de vote par bureau de vote. Viennent ensuite la nécessité d'instituer un système transparent de gestion des résultats des élections, l'encadrement du vote électronique et l'interdiction du choix du candidat sup-

pléant parmi les membres de famille du candidat titulaire ainsi que des candidatures multiples. Seront-ils enfin inscrits à l'ordre du jour de la session de mars 2022 ? Rien n'est moins sûr.



CONGO RESEARCH GROUP
GROUPE D'ÉTUDE SUR LE CONGO

Fondation Berci : créé en 1990, le Bureau d'études, de recherche, et de consulting international (Berci) est une société à responsabilité limitée dédiée à la mise en œuvre des projets de recherche et d'évaluation pour améliorer la prise des décisions fondées sur des données factuelles en RDC. Premier Institut de sondage congolais, les activités de recherche de Berci sont centrées sur des thématiques liées au développement, à la bonne gouvernance, au renforcement de l'État et à la consolidation de la paix.

Le Groupe d'étude sur le Congo (GEC) : a été fondé en 2015 afin de promouvoir une recherche rigoureuse et indépendante sur la violence qui affecte des millions de Congolais. Cela nécessite une approche large. Pour nous, les racines de cette violence se trouvent dans une histoire de gouvernance prédatrice qui remonte à la période coloniale et qui relie les versants des collines du Kivu aux intrigues politiques et à la corruption à Kinshasa, ainsi que dans les capitales d'Europe, de Chine et d'Amérique du Nord. Aujourd'hui, les recherches du GEC visent à expliquer à un large public les interactions complexes entre la politique, la violence et l'économie politique au Congo.

Ebuteli : créé le 9 juin 2021, Ebuteli est un institut congolais de recherche, partenaire du Groupe d'étude sur le Congo. Nos analyses portent sur la politique, la gouvernance et la violence. Ebuteli, escalier en lingala, se donne ainsi pour mission de promouvoir, à travers des recherches rigoureuses, un débat informé pour trouver des pistes de solution aux nombreux défis auxquels la RDC est confrontée. Dans un environnement très souvent obscurci par des rumeurs faciles à propager, nous espérons que notre travail contribuera à un débat éclairé sur les questions de grande importance nationale.

L'ensemble de nos publications, blogs et podcasts sont disponibles sur
www.congoresearchgroup.org et sur www.ebuteli.org

Fondation Berci, asbl

c/o 480, avenue Kasai
Kinshasa, Commune de la Gombe
République Démocratique du Congo

🐦 @bercisondage
Berci65@yahoo.fr

Center on International Cooperation

726 Broadway, Suite 543
NY 10003, New York

🐦 @GEC_CRG / @ebuteli
www.congoresearchgroup.org / www.ebuteli.org
www.cic.nyu.edu